

Communiqué de presse

26 novembre 2025

Les vulnérabilités en matière de stabilité financière demeurent élevées compte tenu de l'incertitude entourant les tendances géoéconomiques et de l'impact des droits de douane

- Les valorisations tendues sur des marchés d'actifs de plus en plus concentrés augmentent le risque d'ajustements brutaux des prix
- Les défis budgétaires auxquels font face certaines économies avancées pourraient éprouver la confiance des investisseurs
- L'exposition aux entreprises sensibles aux droits de douane et le renforcement des liens de financement avec les entités non-bancaires pourraient peser sur les banques de la zone euro en période de tensions économiques ou sur les marchés
- Le secteur bancaire de la zone euro est résilient, avec une forte rentabilité et d'importants coussins de fonds propres et de liquidité

Les incertitudes qui demeurent concernant les accords commerciaux et les effets économiques et financiers à plus long terme des droits de douane continuent de façonner le paysage de la stabilité financière de la zone euro, d'après la *Financial Stability Review* de novembre 2025 publiée aujourd'hui par la Banque centrale européenne (BCE).

« Les mesures de l'incertitude relative à la politique commerciale se sont nettement atténuées par rapport à leurs sommets d'avril, mais l'incertitude persiste, avec la possibilité de nouveaux pics », a déclaré le vice-président de la BCE, Luis de Guindos.

Depuis avril, les marchés boursiers mondiaux ont atteint de nouveaux points hauts historiques et les *spreads* de crédit sont actuellement serrés par rapport aux données historiques. Toutefois, les marchés financiers, et plus particulièrement les marchés des actions, restent vulnérables à des

Banque centrale européenne

Direction générale Communication

Sonnemannstrasse 20, 60314 Frankfurt am Main, Allemagne

Tél. : +49 69 1344 7455, courriel : media@ecb.europa.eu, site Internet : www.ecb.europa.eu

Reproduction autorisée en citant la source

Traduction : Banque de France.

ajustements brutaux en raison de la persistance de valorisations élevées et de la concentration croissante des marchés des actions. Le sentiment de marché pourrait changer brusquement à la suite d'une détérioration des perspectives de croissance, par exemple, ou d'informations décevantes concernant l'adoption de l'intelligence artificielle. L'asymétrie de liquidité des fonds d'investissement ouverts, les poches de fort endettement dans les *hedge funds* et l'opacité des marchés privés pourraient amplifier les tensions sur les marchés.

En outre, les préoccupations des marchés relatives aux difficultés des finances publiques dans certaines économies avancées peuvent créer des tensions sur les marchés obligataires mondiaux. Celles-ci pourraient affecter la stabilité financière de la zone euro par le biais de variations des flux de capitaux internationaux et de fluctuations des devises, réduisant la compétitivité des biens de la zone euro et provoquant des fluctuations des coûts de financement dans la zone euro.

Les emprunteurs souverains de la zone euro bénéficient d'une baisse des risques pesant sur la croissance économique et de la dynamique de report vers des valeurs sûres à la suite des perturbations d'avril liées aux droits de douane. Toutefois, deux éléments pourraient fragiliser les bilans souverains à moyen terme et présenter des risques liés à une hausse des besoins d'émission et des coûts de financement : premièrement, l'expansion budgétaire associée en partie aux dépenses de défense nécessaires et, deuxièmement, les défis structurels persistants, notamment la numérisation, la faible productivité, le vieillissement de la population et le changement climatique. Dans le même temps, la faiblesse des fondamentaux budgétaires dans certains pays de la zone euro et les effets de contagion externes du risque budgétaire pourraient éprouver la confiance des investisseurs.

Les bilans des entreprises et des ménages de la zone euro se sont améliorés ces dernières années. Toutefois, à mesure que l'impact des droits de douane se concrétise, le secteur des entreprises reste vulnérable. Si des licenciements devaient avoir lieu, la capacité des ménages à rembourser leurs dettes s'en trouverait également affectée.

De même, les banques de la zone euro ont résisté aux chocs récents dans un contexte de rentabilité élevée et d'importants coussins de fonds propres et de liquidité. L'exposition au risque de crédit des entreprises dont les activités sont plus sensibles aux droits de douane pourrait néanmoins continuer de nuire à la performance des prêts bancaires. En outre, les interconnexions croissantes avec les entités non bancaires pourraient exposer les vulnérabilités du financement bancaire en période de tensions sur les marchés.

Dans l'environnement macro-financier et de politique économique actuel, caractérisé par une forte incertitude, il est essentiel de préserver et de renforcer la résilience du système financier. Dans ce

Banque centrale européenne

Direction générale Communication

Sonnemannstrasse 20, 60314 Frankfurt am Main, Allemagne

Tél. : +49 69 1344 7455, courriel : media@ecb.europa.eu, site Internet : www.bankingsupervision.europa.eu

COMMUNIQUÉ DE PRESSE /

Les vulnérabilités en matière de stabilité financière demeurent élevées compte tenu de l'incertitude entourant les tendances géoéconomiques et de l'impact des droits de douane

contexte, les autorités macroprudentielles devraient maintenir les exigences existantes en matière de coussins de fonds propres et les mesures relatives aux emprunteurs garantissant des critères d'octroi solides pour les prêts.

En outre, la part de marché et l'interconnexion croissantes des entités non bancaires nécessitent un vaste ensemble de mesures afin d'accroître la résilience du secteur de l'intermédiation financière non bancaire. Une telle résilience de l'ensemble du secteur permettrait également de progresser sur la voie de l'intégration des marchés de capitaux de la zone euro.

**Pour toute demande d'information, les médias peuvent s'adresser à [Verena Reith](#),
au : +49 69 1344 5737.**

Banque centrale européenne

Direction générale Communication

Sonnemannstrasse 20, 60314 Frankfurt am Main, Allemagne

Tél. : +49 69 1344 7455, courriel : media@ecb.europa.eu, site Internet : www.bankingsupervision.europa.eu

Reproduction autorisée en citant la source

Traduction : Banque de France.